



## Entre les chercheurs et les entrepreneurs, les relations se réchauffent

*La France peut se targuer d'un niveau d'excellence en recherche. Pourtant, les ponts pour une application industrielle restent encore compliqués à mettre en place.*

« Le budget de recherche du seul Amazon, c'est 18 milliards par an ! C'est deux fois la totalité de la recherche publique française, c'est cinq fois le budget du CNRS. » Invité sur BFM Business, le spécialiste en Intelligence artificielle Laurent Alexandre est venu rappeler le fossé qui sépare la France et les Etats-Unis dans le domaine du R&D.

Pourtant, l'hexagone est loin d'être à la traîne en matière de recherche, comme en témoignent les récents prix Nobel et médailles Fields obtenus par des Français. En revanche, les passerelles vers le monde économique sont encore peu nombreuses et souvent fragiles. « Il y a une méfiance réciproque » reconnaît l'astrophysicienne Stéphanie Godier, directrice générale de Recherche et Avenir, une association qui favorise les interactions entre la recherche et l'industrie. « Les entreprises sont souvent vues comme des structures qui se contentent d'apporter de l'argent tandis que les chercheurs passent pour des passionnés qui planent totalement » s'amuse-elle. Entre les deux mondes, un univers...

L'incompréhension est avant tout culturelle. Dans les pays anglo-saxons, les échanges entre les laboratoires et les entreprises sont évidentes. Les campus, qui mélangent les startups et les centres de recherche, en sont d'ailleurs une parfaite illustration. La France s'est développée sur un autre modèle. « La recherche française fonctionne comme une baronnie » déplore Stéphanie Godier. Un véritable mille-feuille complexe où la principale reconnaissance, à défaut d'un salaire important, est la publication dans des revues de prestige.

Pourtant, les choses ont largement évolué depuis une vingtaine d'année, avec l'apparition des pôles de compétitivité pour faciliter les liens. L'émergence de Paris-Saclay ou de Sophia-Antipolis illustre la nouvelle volonté de rapprochement, qui se heurte parfois à des réticences. « Il y a du potentiel en France, c'est plus la culture qu'il faut changer » insiste Stéphanie Godier. Cette dernière rencontre, insiste, persuade pour tenter de créer des attaches, des passerelles. « Il faut aller chercher chaque personne par la main mais quand on fait l'effort de les accompagner, ça marche ! » explique-t-elle.

### **Des réussites à développer**

Tout n'est donc pas si noir. D'ailleurs, le CNRS peut se targuer d'avoir créé plus de 1400 startups depuis 1999 dont certaines ont même été introduites en bourse, à l'instar d'Innoveox, une offre de services clés en main pour traiter et valoriser durablement les déchets organiques.

Depuis quelques années, de jeunes pousses solides émergent, en **s'appuyant** sur le travail académique en développant leur activité en lien étroit avec des laboratoires : Carbios, spécialiste du recyclage du plastique par des enzymes qui a encore levé 7,5 millions d'euros en janvier ou bien Wandercraft qui développe un exosquelette unique destiné aux handicapés. Les deux entreprises ont pu compter sur le travail académique des universités françaises.

« Cela évolue très vite, les mentalités changent » explique Guillaume Leboucher. Ce titulaire d'un doctorat en biochimie, obtenu aux Etats-Unis, a co-fondé la startup Labtoo, fondée sur ce pari. Ce site internet met en relation des laboratoires et des structures privées. Un grand groupe, comme une startup, peut ainsi solliciter un centre de recherche pour réaliser une expérience, utile à son développement. « Certains laboratoires nous disent : 'il y a encore quelques années, on ne vous aurait pas répondu.' Aujourd'hui, ils travaillent avec nous » s'enthousiasme l'entrepreneur.

Pour autant, beaucoup de travail reste à faire. Le février dernier, le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé une loi de programmation pour la recherche pluriannuelle pour 2021. Sans donner de chiffres précis, le gouvernement souhaite une plus grande implication du monde économique. « On ne peut se contenter que 4% seulement de la recherche publique soit financée par le monde socio-économique » a expliqué Edouard Philippe. Un chiffre qui montre que le fossé sera encore long à combler.